

Le Rassemblement Wallon au gouvernement : défi au gouvernement ou défi au parti ?

par Pierre LEFEVRE,

Journaliste.

★

Un double défi était lancé, en juin 1974, par l'entrée du Rassemblement wallon au gouvernement. A la coalition sociale-chrétienne-libérale d'abord, qui ne disposait d'une majorité ni à la Chambre, ni en Wallonie et qui s'en remettait à ce petit parti wallon pour étayer son assise parlementaire. Au Rassemblement wallon ensuite, formation jeune, peu structurée et rodée seulement à la contestation. Sans expérience du pouvoir, coupé du FDF, son allié bruxellois qui restait dans l'opposition, le RW entrait dans une équipe où il ne pouvait attendre ni alliance, ni même complicité. Son seul atout était de constituer la force d'appoint quasi indispensable à une coalition excluant les socialistes.

L'expérience a duré près de trois ans. Elle s'est notamment soldée par une scission et un recul électoral important du parti wallon. Est-ce à dire qu'il n'a pu relever le défi ? Certes, la participation du RW au gouvernement Tindemans I a surtout laissé une impression de péripéties perpétuellement recommencées, de mauvais théâtre même. On peut croire aussi que rien d'important n'en est sorti, si ce n'est la défaite de ce parti. L'écheveau des péripéties débrouillé, l'analyse montre toutefois que son passage au gouvernement a provoqué une mutation importante et significative du Rassemblement wallon, ainsi que, par voie de conséquence, une modification substantielle des rapports de forces et de la configuration de l'échiquier politique. On peut même se demander si, sans cette participation du parti régional wallon au pouvoir et la mutation qu'elle a entraînée, la conjoncture politique qui a permis de conclure un pacte communautaire, de former la coalition gouvernementale actuelle et d'engager le pays dans la voie du fédéralisme se serait produite.

Pour tenter de répondre à cette question, nous rappellerons d'abord les faits principaux, les péripéties les plus significatives de cette expérience. Nous en analyserons ensuite les tensions et les cheminements pour dégager

leur signification et leurs effets. Avant de conclure, nous tenterons aussi de percevoir l'impact produit par cette expérience sur l'électorat du Rassemblement wallon.

Une entrée par la petite porte.

L'entrée du RW dans l'équipe gouvernementale se fait déjà sous de mauvais augures. Le parti a enregistré un léger recul aux élections législatives de 1974. Certains dirigeants y voient l'annonce du déclin des partis communautaires — hypothèse contredite par les succès ultérieurs du FDF — et optent pour la participation au pouvoir. Celle-ci se fait sans le FDF, qui choisit de rester dans l'opposition et se montre réservé et même critique à l'égard de son allié. Elle n'offre d'ailleurs qu'une demi-satisfaction : la régionalisation obtenue n'est que « préparatoire » et non définitive ; les régions n'auront qu'un pouvoir consultatif et peu de moyens ; il n'y a pas de majorité spéciale au Parlement pour assurer des réformes plus importantes.

La procédure d'entrée au gouvernement, à la mi-juin 1974, cause elle-même une première friction au sein du parti. M. François Perin a choisi MM. Etienne Knoops et Henri Mordant pour le suivre à la rue de la Loi. M. Jean Gol obtient toutefois des appuis extérieurs au parti pour remplacer M. Mordant. De son côté, M. Perin crée un incident public à l'égard de la Couronne et doit faire amende honorable, sous la dictée du cabinet du Premier ministre. Devenu président du parti, mais non ministre, M. Robert Moreau développe déjà une certaine grogne dans sa formation. Il n'entrera au cabinet Tindemans qu'à l'automne, négociant d'ailleurs seul les conditions de sa promotion. Le RW enregistre alors une baisse très nette des abonnements à sa revue « Forces Wallonnes ».

Les blessures des premières batailles.

L'automne de 1974 est maussade. Commence alors une longue et fastidieuse bataille de tranchées sur la régionalisation des matières visées par la loi du 1^{er} août 1974. Au congrès du 20 octobre, M. Paul-Henry Gendebien, devenu président du parti, souligne la nécessité de réorganiser le RW. Il le définit déjà comme « l'aile gauche de la majorité gouvernementale ». Il déclare surtout : « A M. Tindemans, nous répétons que l'application de la loi Perin doit être loyale. Nous le mettons donc en garde contre tous ceux qui essaient, aujourd'hui déjà, de freiner l'application de certaines dispositions de cette loi, ou d'en contourner l'esprit. Nous sommes étonnés d'entendre le Premier ministre nous dire qu'il faut

une application prudente de la loi, et cela pour ne pas effaroucher les adversaires de la régionalisation. A mon tour, et très clairement, je dois rétorquer ceci : si on met des freins à l'attribution réelle des matières régionalisées aux Comités ministériels régionaux ; si on ne régionalise les budgets qu'avec un compte-goutte ; si les administrations et les services ne sont pas scindés et transférés physiquement vers les régions, alors notre attitude deviendra plus interrogative et plus réticente à l'égard de l'expérience en cours. Nous ne pouvons pas nous laisser piéger. »

Le FDF se montre sévère à l'égard du RW. Les critiques de M. François Persoons dans « Métro » sont durement ressenties. Par ailleurs, le parti doit démentir des bruits selon lesquels certains de ses parlementaires pourraient le quitter et rallier des formations traditionnelles. En fait, seule Mme Angèle Verdin passera du FDF au PSC.

Le 20 novembre, M. Gendebien insiste notamment, lors d'une conférence de presse, pour que le holding public que prépare M. Oleffe et la politique de l'eau que mène M. De Saeger soient régionalisés. En vain. La querelle sur la régionalisation de l'eau durera jusqu'au mois de septembre 1975. Les compétences de M. Perin, ministre de la Réforme des Institutions, sont diluées dans divers comités ministériels et les arrêtés royaux régionalisant les attributions des différents ministères ne paraîtront que petit à petit, plusieurs mois après la création des comités ministériels des Affaires régionales. Pour débloquer partiellement la situation, il faudra notamment réunir un « sommet » gouvernemental, les 20 et 21 décembre 1974, réunion d'ailleurs précédée d'une rencontre à Malines entre les principaux dirigeants du CVP et du RW. Dès le premier semestre de sa participation, le RW a rencontré les plus grandes réticences dans le chef de ses partenaires pour faire appliquer la loi qui justifiait son entrée au gouvernement.

Cette dissension gouvernementale reprend d'ailleurs dès le début de l'année 1975. Elle va ébranler sérieusement la cohésion du parti. Alors que les groupuscules flamingants commencent à manifester autour de l'hôtel communal de Schaerbeek, le gouvernement prépare un nouveau sommet : il s'agit de décider de l'inscription de certains crédits soit dans les dotations culturelles, soit dans les budgets régionaux. Le CVP défend la thèse de la « culturalisation », selon une division du pays en deux ; le RW celle de la régionalisation à trois. Le 20 février, M. Gendebien donne une interview au journal « Le Soir » dans laquelle il demande notamment si le CVP a encore la volonté d'appliquer loyalement la loi du 1^{er} août. Il exprime par ailleurs sa « totale solidarité avec Bruxelles » à propos des pressions flamandes à Schaerbeek.

Le lendemain, MM. Perin et Gol rencontrent MM. Chabert et Martens, en l'absence du président du RW. La réunion ministérielle qui suit fait

droit, en grande partie, à la thèse de la « culturalisation ». Le sommet demandé par M. Gendebien n'aura lieu que plus tard et sera vidé de son objet. Le climat se détériore dès lors entre les représentants du RW au gouvernement et la présidence du parti qui se sent court-circuitée. La distance ne fera plus que grandir.

Le bureau fédéral du parti se divise.

Un nouveau coup est donné à l'unité du parti en juin 1975, par l'affaire des avions de combat dont l'armée belge doit s'équiper. Dès avril, le RW prend position en faveur de l'achat d'un avion européen. Le fossé se creuse rapidement entre les partis flamands, qui préfèrent un appareil américain, et la plupart des formations francophones, tournées vers l'Europe et la France. Le gouvernement doit prendre sa décision le samedi 7 juin.

Le 4, à l'instigation de MM. Gol et Perin, M. Gendebien rencontre successivement M. Vanden Boeynants, ministre de la Défense nationale, et un haut dirigeant de la Fabrique nationale de Herstal, intéressée dans ce « marché du siècle ». L'un et l'autre plaident pour le F 16 américain. Le lendemain, craignant le pire, M. De Saeger s'engage envers M. Perin à entreprendre la régionalisation des politiques de l'eau et du logement ainsi que des administrations de l'Etat.

Le vendredi soir, le bureau fédéral du RW débat de la question. M. Perin propose de s'incliner, arguant de l'engagement du CVP. Mais il refuse de montrer le texte de cette sorte d'accord, même à M. Gendebien. Le bureau vote : un tiers environ des membres, dont quelques parlementaires, suivent M. Perin ; les autres s'opposent au choix américain. Parmi les premiers, de nombreux membres des cabinets ministériels. On retrouvera approximativement les mêmes groupes lors de la scission définitive du parti, dix-sept mois plus tard. Le samedi matin, le gouvernement décide d'acheter l'avion américain. M. Perin déclare qu'il est opposé à cette décision mais qu'il reste néanmoins au gouvernement.

Un vote de confiance est attendu le jeudi suivant à la Chambre. Il semble que des contacts ont lieu pendant le week-end entre les secrétaires d'Etat du RW et le Parti libéral bruxellois qui se trouve dans l'opposition mais qui pourrait apporter l'appoint nécessaire à la majorité si une partie du RW devait s'abstenir ou s'opposer. De son côté, M. Gendebien négocie d'autres compensations avec le Premier ministre. Il obtient une dizaine de promesses précises. L'incident est dès lors évité mais le parti wallon se retrouve pantelant. Une partie seulement de ces promesses sera d'ailleurs exécutée.

L'échec du « grand élargissement ».

Les vacances parlementaires ramènent le calme et la rentrée d'octobre de nouveaux espoirs. MM. Robert Moreau et Lode Claes publient la synthèse de discussions qu'ils ont entamées l'hiver précédent. C'est un projet d'accord entre les deux communautés élaboré par des représentants de la Volksunie et du RW. D'une part, M. Vic Anciaux a été associé aux travaux. D'autre part, M. Moreau en a tenu le FDF informé. Malgré l'accueil froid réservé par M. Tindemans au document — il le qualifie d'« exercices intellectuels » —, on évoque l'élargissement du gouvernement à la VU et au FDF et la formation d'une majorité des deux tiers. M. Gendebien multiplie dès lors les déclarations en faveur de la régionalisation définitive et de la relance du dialogue communautaire. Il exprime regrets et critiques à l'égard des socialistes wallons qu'il juge peu soucieux de la régionalisation.

Des contacts se renouent en secret à la fin de l'hiver. Cette fois, le FDF y est associé et, du côté flamand, M. Vaast Leysen, président du Vlaams Economisch Verbond, met son poids dans la balance. Le Premier ministre et le Palais royal sont informés. Seuls, le PSC et le « groupe Perin » du RW sont tenus à l'écart jusqu'à la dernière minute. MM. Gendebien et Moreau négocient pour le parti wallon. On pense sérieusement au grand élargissement, y compris au remplacement de certains ministres du RW. Des fuites obligent à accélérer les travaux : c'est le « sommet » secret du dimanche 15 février, à l'hôtel particulier du Premier ministre. Le ton est cassant entre M. Nothomb et MM. Martens et Tindemans, mais on décide de convoquer le FDF et la Volksunie le mardi suivant chez M. Pierre Descamps, président de la famille libérale. La Volksunie hésite. Le mardi, à l'issue d'une réunion de son comité directeur, le président du PSC met fin, par ses déclarations, à la tentative d'élargissement. Il propose en outre de reporter l'ouverture du dialogue entre les communautés après les élections communales du 10 octobre 1976. Le lendemain, M. Perin lui donne raison, au grand dam de MM. Gendebien et Moreau. C'est l'échec. Ses répercussions seront nombreuses.

Des stratégies différentes se dessinent.

Au bureau du parti, M. Perin déclare : « Vous avez échoué, à moi de jouer ». Ce sera son rapport politique du 15 mars 1976, rapport jugé très modéré sur le plan du fédéralisme et sévèrement condamné par le FDF. Il suscite également une réaction brutale de la part de M. Gendebien et de certains parlementaires du RW. Par contre, MM. Gol et Knoops

l'approuvent. Le bureau fédéral ne se prononce pas ; il l'« encommissionne ».

Entre-temps, la publication, à la fin février, du rapport Mac Kinsey, proposant la fusion de la Sabena, de la KLM et de Luxair, détériore le climat au sein de la majorité. Fin mars, le Conseil d'Etat rend son arrêt sur les guichets séparés de Schaerbeek. Les partis fédéralistes francophones demandent l'exécution simultanée d'arrêts antérieurs relatifs aux cadres linguistiques de la CGER et de l'administration de la Coopération au Développement. M. Gendebien multiplie à ce propos les déclarations de solidarité avec le FDF et appelle avec insistance le PSB à sortir de sa torpeur communautaire. C'est le signe que l'échec du grand élargissement fait déjà place à d'autres rapprochements.

D'une part, les ministres du RW s'éloignent du FDF par ce rapport qui voue Bruxelles au sort d'une ville-région. Dès la fin avril, M. Perin prend contact avec M. Nothomb. Quelques jours plus tard, il se prononcera en faveur de la constitution d'une formation pluraliste du centre. Ses contacts avec le PSC iront très loin. De son côté, M. Gendebien se rapproche du FDF et manifeste avec lui sur la place communale de Schaerbeek, ainsi d'ailleurs que MM. Jacques Yerna de la FGTB et Germain Capelleman du MOC. A cet égard encore, MM. Perin, Gol, Knoops et le sénateur Lausier se distingueront du bureau fédéral du parti en refusant de le suivre dans son exigence de simultanéité dans l'exécution des arrêts du Conseil d'Etat à Schaerbeek et à la CGER. M. Perin sera ensuite associé à la décision d'envoyer, à l'aube du 2 juin, un commissaire du gouvernement à Schaerbeek pour y supprimer les guichets séparés.

Les choses se précipitent en juin. MM. Gol et Knoops se montrent de plus en plus empressés à l'endroit de M. Nothomb. M. Perin plaide pour le centrisme. Au congrès de Seraing, le président du PSC reprend ce thème à son compte et parle de faire de son parti la première formation wallonne. La presse fait allusion à la création possible d'un « Parti social wallon ». Ailleurs aussi, on tire les conclusions de l'échec du grand élargissement. M. Leysen fait mine, devant le patronat flamand, de laisser la Wallonie à son sort économique. M. Grootjans, président du PVV, lui emboîte le pas. De son côté, le parti socialiste rentre soudain en scène en approuvant son propre plan de régionalisation du pays. M. Gendebien observe dès lors qu'une conjonction plus grande est possible entre son parti et le PSB.

Le 9 juillet, au cours d'une journée de travail à Gèves, le RW adopte pour la dernière fois une position unanime : un plan de régionalisation définitive, qui sera entériné quatre jours plus tard par le FDF. L'unanimité n'est toutefois qu'apparente : MM. Perin et Gol ont vivement

combattu plusieurs dispositions du document mais, déjà suspectés, ils ne sont plus écoutés.

Le club, le manifeste et le PRLW.

La rupture apparaît au grand jour, le 28 juillet, quand les ministres du RW annoncent la création de leur « Club pour les Réformes, l'Europe et les Régions ». Le président du parti a été tenu à l'écart de cette initiative qui se veut au « centre » et s'inscrit d'emblée dans la perspective des « regroupements post-communautaires ». Le Parti populaire européen s'est créé moins de trois semaines plus tôt à Luxembourg. Toutefois, M. Nothomb a laissé entendre aux ministres du RW qu'il entrevoit une fédération de forces politiques plutôt que le ralliement de dissidents. Quant aux parlementaires fidèles à M. Gendebien, ils veulent réagir au « fractionnisme » de M. Perin. Toutefois, les élections communales du 10 octobre approchent. On gardera le silence jusque là mais des contacts discrets sont pris avec des personnalités du Mouvement ouvrier chrétien.

Le 21 octobre, M. Gendebien donne au nom du parti une conférence de presse au cours de laquelle il présente son manifeste intitulé « L'action wallonne pour le fédéralisme et les réformes de structures ». Le document se situe résolument à gauche. Le changement de stratégie y est évident : d'une part, il rejette « le centrisme vague et droitier voulu par le PSC, le PLP et par certains cercles » ; d'autre part, il est soutenu par des démocrates-chrétiens comme M. Capelleman et s'ouvre à une « confédération de la gauche wallonne » pour former une « majorité de progrès ». Le président du PSB, M. André Cools, en dira qu'il est « digne de considération ».

Au même moment, semble-t-il, les contacts entre le groupe Perin et M. Nothomb échouent. Celui-ci a rencontré trop de résistance au sein de son parti à l'égard d'une absorption des ministres du RW, résistance due surtout à la déconfessionnalisation et à l'esprit régionaliste que l'opération impliquerait pour le PSC et au poids supplémentaire qu'elle donnerait à l'aile non démocrate-chrétienne du parti.

Par ailleurs, un congrès du RW est annoncé pour le 4 décembre. M. Perin sent qu'il pourrait y être minorisé sinon rejeté par le parti. Des contacts, favorisés par la parenté philosophique, ont lieu avec le PLP, sans doute dès la fin du mois d'octobre, sinon plus tôt. La lettre par laquelle M. Jean Rey soutiendra la fusion du PLP et du groupe Perin sera déjà datée du 19 novembre 1976.

Le bureau fédéral du RW, réuni le 10 novembre à Namur, rejette les modifications que MM. Perin, Gol et Knoops veulent apporter au mani-

festes et à l'organisation du congrès. Interrogés, ceux-ci nient tout contact avec d'autres forces politiques. M. Knoops est toutefois bientôt exclu de la fédération de Charleroi du RW. Les rencontres se multiplient entre le groupe Perin et les dirigeants du PLP. La création du PRLW est annoncée le 24 novembre, dix jours avant le congrès du RW.

Les derniers mois à jeu ouvert.

Le FDF n'enverra qu'un seul délégué à ce congrès. Il souhaite que son allié wallon quitte le gouvernement mais les dirigeants du RW s'y refusent dans l'immédiat. Ils invoquent le fait que leur départ mettrait fin au dialogue communautaire qui s'est entamé après les élections communales et auquel participent maintenant les socialistes. Or le PSC, en exigeant que la majorité soit « significative », semble rejeter l'hypothèse d'un simple soutien extérieur du RW au gouvernement. En outre, le parti wallon estime qu'il doit disposer de temps pour se réorganiser avant d'affronter des élections législatives. Le congrès plébiscite le manifeste et M. Gendebien. Il entérine donc la stratégie orientée à gauche mais il admet que le parti reste au gouvernement pendant un certain temps.

Le président négocie dès lors les conditions d'un remaniement ministériel dès le lundi 6 décembre. Selon certaines rumeurs, M. Jos Chabert, ministre du CVP, se serait alors rendu plusieurs fois au Palais royal. D'aucuns en déduisent que le Premier ministre, qui a gardé des ministres « transfuges » dans son équipe, pourrait être remplacé. Quant à la négociation, elle est difficile. Avant qu'elle ne se termine, MM. Moreau et Bertrand sont invités à se rendre au Palais royal pour y prêter serment, mais M. Gendebien en est averti et peut éviter d'être court-circuité par ses partenaires. Les pourparlers aboutissent finalement le 8 décembre, M. Gendebien se donnant jusqu'à la fin du mois de février 1977 pour juger des progrès du dialogue communautaire. Celui-ci reprend, mais sans trouver le moyen de conclure. Pendant ce temps, le gouvernement adopte une série de mesures économiques et sociales, les 12 et 13 février 1977, au palais d'Egmont, mesures qui mécontentent les syndicats et provoquent un mot d'ordre de grèves nationales tournantes.

Un nouveau congrès du RW est annoncé pour le 5 mars 1977. D'aucuns prévoient que, devant la lenteur du dialogue communautaire et la dégradation du climat social, il va retirer sa confiance au gouvernement. Entre-temps, les contacts se sont intensifiés entre le RW et le FDF et ont été étendus au PSB. MM. Gendebien et Cools se rencontrent publiquement dans un débat organisé le 22 février à Louvain-la-Neuve.

M. Tindemans précipite les choses le 3 mars, devant la Chambre, en priant les deux nouveaux ministres du RW de quitter son équipe. C'est la fin du dialogue communautaire et du gouvernement. Les socialistes et les partis fédéralistes tentent de provoquer une déclaration de révision de la Constitution mais M. Tindemans dissout les Chambres avant qu'ils n'y arrivent. L'échiquier politique est bouleversé.

M. Lucien Outers, secrétaire général du FDF, décide bientôt de se présenter en tête de la liste RW à Liège. Le PSB et le RW se rapprochent ouvertement pendant la campagne électorale et lancent des appels répétés aux démocrates-chrétiens. Si ceux-ci ne rejoignent pas le RW de manière significative lors des élections du 17 avril, M. Cools obligera néanmoins le formateur du nouveau gouvernement à inviter le FDF à la table des négociations.

*
**

Il apparaît en fin de compte que la vie du gouvernement Tindemans I a été troublée de manière quasi permanente. Des tensions constantes l'ont animée. Quelle était donc leur signification et quels ont été leurs effets ?

Les difficultés de l'isolement.

A l'évidence, le RW s'est trouvé fortement isolé au sein de la majorité, et cela dès le début de sa participation au gouvernement. On peut dire, schématiquement, qu'il s'est trouvé en face de forces conjuguées contre la réalisation de ses objectifs principaux : les partis flamands opposés aux revendications wallonnes et les défenseurs de l'Etat unitaire adversaires de la régionalisation préparatoire. Ces forces se sont manifestées d'entrée de jeu et ont tenté de ralentir et de minimiser l'application de la loi du 1^{er} août 1974. La querelle des compétences régionales a commencé à l'automne 1974 et n'a pas cessé pendant toute l'année 1975.

En outre, dans la mesure où la régionalisation « à trois » s'opérait, les partis flamands ont tenté de la vider en partie de sa substance, au profit d'un fédéralisme à deux, en « culturalisant » un certain nombre de matières et de crédits. Cette tendance s'est également dessinée très vite, dès le printemps de 1975. La tension née de ce conflit de fond s'est accrue chaque fois qu'une question a opposé les intérêts économiques ou psychologiques des deux communautés. Ce fut notamment le cas dans les affaires de la fusion de la Sabena avec la KLM, des traités avec la Hollande à propos de la Meuse et de l'Escaut, de l'achat des avions de combat ou des guichets de Schaerbeek.

Enfin, les attitudes des partenaires n'ont pas toujours favorisé un climat de conciliation. Par exemple, le CVP négociait tantôt avec une aile du RW à l'insu de l'autre, tantôt avec l'autre, à l'insu de la première. Ou bien, il tentait de forcer une négociation, comme le jour où MM. Bertrand et Moreau furent invités à se rendre au Palais alors que M. Gendebien négociait encore le remaniement ministériel. A l'inverse, le fait que le RW a joué sur l'appoint qu'il apportait à la majorité, en menaçant maintes fois de le retirer, a irrité ses partenaires.

Deux légitimités concurrentes.

Cet isolement et cette tension qui opposait le RW à ses partenaires ont rapidement engendré des tensions au sein même du parti wallon. Au départ, le pouvoir y était essentiellement concentré entre les mains du chef charismatique du parti, M. Perin. Entre lui et la base des militants, il n'y avait guère qu'un bureau fédéral comptant environ soixante-dix personnes et dès lors peu opérationnel. Le chef historique est entré au gouvernement et y a rapidement adopté une attitude de compromis, de modération et de silence, tant sur le plan institutionnel que socio-économique, laissant l'aile contestataire (fédéraliste et de gauche) dans un certain désarroi et sans organe susceptible de contrôler efficacement l'action des ministres. Le groupe parlementaire, partagé entre les deux ailes et souvent peu soucieux d'affronter à nouveau le corps électoral, n'a guère joué le rôle de gardien des valeurs du parti.

Bien qu'il ait accédé fort jeune à la présidence, M. Gendebien s'est fait rapidement l'interprète de la base du parti et de ses exigences. Il a adopté un ton dur dès le congrès du 20 octobre 1974. Ainsi a-t-on vu deux légitimités s'opposer progressivement, l'une modérée, favorable aux compromis, moins pressée de cueillir les fruits de la régionalisation et située au centre ou au centre-droit ; l'autre radicale, intransigeante et placée plus à gauche. Faute d'une structure adéquate, la deuxième n'a pas pu contrôler la première qui jouissait en outre au gouvernement d'une certaine complicité de la part de ses partenaires. La première n'a pu davantage l'emporter, trop distante qu'elle était des aspirations du parti.

Dans un premier temps, ces deux tendances ne se sont pas affrontées ouvertement, suivant l'une et l'autre une stratégie commune correspondant à la logique de la coalition sociale-chrétienne-libérale installée au pouvoir. L'objectif commun était de réaliser la régionalisation définitive en associant le FDF et la Volksunie à cette coalition, ce qui impliquait notamment de taire certaines aspirations de gauche. En outre, le silence gardé par les socialistes ne permettait guère d'envisager une alternative.

Des tiraillements et des tensions se sont néanmoins produits entre ces deux « têtes », représentées chacune par un homme. Les attitudes et les approches ont même été de plus en plus opposées. Dès le mois de février 1975, M. Perin négociait avec le CVP sans en informer M. Gendebien. En juin 1975, il refusait de lui montrer les engagements écrits qu'il avait reçus du CVP lors de l'affaire des avions de combat. A ce moment déjà, le bureau fédéral s'est divisé selon une ligne qu'on a retrouvée en novembre 1976. Le groupe Perin n'excluait pas alors une scission du parti puisqu'il cherchait au Parti libéral bruxellois un complément éventuel à une majorité menacée. M. Gendebien menait quant à lui sa propre négociation avec le CVP avant d'apporter les voix de son parti. De même, il tenait M. Perin à l'écart des négociations secrètes successives avec la Volksunie.

Du Lambermont au Palais d'Egmont.

La tentative d'élargir le gouvernement au FDF et à la VU, négociée au Lambermont entre les membres de la majorité, échoue le 17 février 1976. Les espoirs mis dans la régionalisation définitive disparaissent. Cela va précipiter l'affrontement entre les deux ailes du parti et l'adoption de stratégies résolument différentes. D'un côté, le groupe Perin semble méconnaître l'échec. Il se rapproche de ses partenaires, renonce au fédéralisme pur et leur propose un schéma modéré de régionalisation, bien que ceux-ci ne puissent plus lui en garantir l'exécution, n'ayant pas la majorité nécessaire au Parlement. Il veut rester au pouvoir et envisage sa reconversion sur le plan européen, dans la perspective de regroupements post-communautaires. C'est le rapport politique de M. Perin, puis les déclarations centristes, les contacts avec le PSC et le PLP et la création d'un club. C'est aussi la rupture avec le FDF, évidente dès la publication du rapport politique en mars 1976 et confirmée par l'affaire de Schaerbeek en avril.

De l'autre côté, par contre, l'échec de l'alliance « à droite » pour réaliser la régionalisation définitive est vivement ressenti. Il permet à M. Gendebien de prendre ouvertement un autre chemin qui semble correspondre davantage à ses préférences personnelles et aux aspirations du parti. D'une part, il change ses regrets et critiques à l'égard du PSB en appels répétés à l'engagement régionaliste. Dès que les socialistes adoptent leur plan de régionalisation et rentrent en scène, il parle d'une conjonction plus grande entre le RW et le PSB. Quand il lance son manifeste, M. Cools répond en le jugeant « digne de considération ». L'attitude du PSB à l'égard du RW restera en fait expectative jusqu'au

moment où MM. Perin et Gol, frappés d'anathème par les socialistes wallons, auront quitté le RW. D'autre part et simultanément, M. Gendebien cherche à se rapprocher du FDF, également dans l'opposition. Cela apparaît nettement dès le mois d'avril, lors des manifestations à Schaerbeek.

C'est dès lors le conflit ouvert au sein du parti, à peine tempéré par la fausse trêve de Gèves. M. Perin et ses amis tentent d'y reprendre le pouvoir, notamment en créant leur club, mais ils cherchent déjà le moyen de s'échapper vers le PSC ou le PLP. Ils se battront encore au bureau fédéral pour modifier le cours du congrès du 4 décembre 1976 mais, minorisés et menacés d'expulsion, ils quitteront le parti et s'allieront avec le PLP.

Il n'y a plus dès lors qu'une stratégie, portée par un parti réduit mais homogène. Le RW ne reste au gouvernement que temporairement, pour permettre au dialogue communautaire de se poursuivre et pour se donner le temps de se réorganiser. Il est tourné vers la gauche et se rapproche à la fois du PSB et du FDF, servant d'ailleurs de passerelle entre ces deux partis de l'opposition. M. Cools comprend qu'avec le RW, il détient la clé de la majorité en Wallonie et avec le FDF, dans la communauté française du pays. Il sait la force qu'il peut en retirer face au CVP et à ses alliés. Ce seront successivement le débat public entre MM. Cools et Gendebien à Louvain-la-Neuve, la tentative de l'opposition de déclarer la prochaine législature constituante, la présentation du RW comme structure d'accueil pour les chrétiens démocrates en vue du rassemblement des progressistes et le passage de M. Outers à Liège.

Malgré l'échec électoral du RW, cette stratégie porte ses fruits : M. Cools peut obliger le formateur à rejeter les libéraux et à inviter le FDF, dont les forces ont augmenté, à la table des négociations. D'une part, la conjonction entre socialistes et fédéralistes francophones permet, au palais d'Egmont, d'opposer un front francophone au front flamand. D'autre part, la cohésion des fédéralistes francophones et flamands favorise l'élaboration d'un schéma de réformes assez ambitieuses pour compenser les concessions réciproques. Ce jeu d'équilibres contribue fortement à la conclusion d'un pacte communautaire qui consacre la régionalisation, renforce l'autonomie culturelle et ouvre la voie au fédéralisme.

*
**

L'expérience gouvernementale du RW s'est soldée par un échec électoral, le 17 avril 1977. Le parti wallon y a perdu environ cinquante pourcent de ses voix, huit députés sur treize et quatre sénateurs sur onze.

Nous n'analyserons pas ici les résultats eux-mêmes de ces élections législatives. Nous tenterons seulement de circonscrire les causes principales de cet échec.

Près de la moitié de l'électorat perdu dès 1975.

Plusieurs hypothèses circulent à cet égard, que l'on peut schématiquement classer en deux groupes : le premier tend à dire que la mutation du RW pendant sa participation au gouvernement, notamment le départ de son aile droite et surtout ce qu'on a appelé « le virage à gauche » de M. Gendebien, est à l'origine de l'échec ; le second l'attribue plutôt au fait même, pour un parti de contestation, d'être entré au gouvernement et d'y avoir perdu « sa virginité » dans un compromis peu ambitieux, ainsi qu'aux critiques qu'il a subies de ce fait de la part du PSB et du FDF.

Comme point de départ, retenons que « parmi l'électorat des partis communautaires, c'est celui du RW qui apparaît le plus à gauche, très proche cependant de celui du FDF, l'électorat de la VU se démarquant plus nettement vers la droite. L'électorat de ces partis contient un fort contingent de centristes, ce qui ne signifie pas nécessairement, et pour tous, une « neutralité » par rapport aux problèmes politiques, mais que leur intérêt peut être centré sur d'autres dimensions de la vie politique, comme celle du clivage des attitudes pro-unitaires et pro-fédéralistes, clivage qui pourrait être « perpendiculaire » à l'axe gauche/droite » (1).

Il est intéressant de savoir comment s'est comporté cet électorat du RW immédiatement après l'entrée du parti au gouvernement. Des indications assez précises sont fournies à cet égard par une enquête de l'Institut belge de Science Politique (2). Elle met en rapport les votes de 1974 avec les intentions de vote en avril 1975, soit moins d'un an après l'entrée du RW au gouvernement et après ses premières difficultés concernant l'application de la régionalisation préparatoire. Il en ressort notamment que « les électeurs ayant voté RW en 1974 comptent le plus d'hésitants : 36 % d'entre eux ne précisent pas leurs intentions de vote ». Le tableau de croisement montre que, parmi les différents partis politiques, c'est au RW que la fidélité de l'électorat est la moins grande (54 % seulement contre 68,5 % au PLP-PVV, 72 % au FDF, 78 %

(1) André-Paul FROGNIER ; L'axe gauche/droite ; *Res Publica*, 1975, n. 4, p. 475.

(2) Enquête de l'Institut Belge de Science Politique ; Projet AGLOP-GLOPO ; Les citoyens belges et leur conception du monde politique ; *Res Publica*, 1975, n. 2, pp. 319 à 325.

au PSC-CVP et 81 % au PSB-BSP). En outre, cette enquête indique spécialement, parmi les déplacements de votes, certains passages du RW vers le PSB. Par contre, des déplacements du PSC, du PSB et du PLP vers le RW y apparaissent comme minimes, voire inexistantes.

Il semble dès lors que le RW a perdu près de la moitié de son électorat moins d'un an après être entré au gouvernement et après avoir souscrit à la régionalisation préparatoire de la loi Perin-Vandekerckhove. Et le déplacement le plus significatif de cet électorat s'est fait vers la gauche, au bénéfice du PSB resté dans l'opposition.

Le virage à gauche plutôt salvateur.

Ces observations sont confirmées un an plus tard par une enquête du GIRSEL (3) réalisée entre le 22 mai et le 30 juin 1976, soit après l'échec du grand élargissement du gouvernement, le début de la scission apparente du parti et l'affaire de Schaerbeek. Le taux de fidélité de l'électorat RW reste le plus faible, bien qu'il ait alors légèrement augmenté par rapport à avril 1975. Il est de 59,9 % contre 70,5 au PLP, 79,8 au PSC, 84,7 au PSB et 86,2 au PC.

L'enquête montre donc, à côté d'une très grande stabilité du corps électoral, que c'est toujours au sein de l'électorat du RW qu'il y a le moins d'électeurs fidèles. Parmi les glissements d'électeurs, elle note des passages du RW vers le PSB, le PSC, le PLP et le PC. La question des secondes préférences de vote montre encore que les électeurs RW se tourneraient en premier lieu vers le PSB, puis vers le PSC et le PLP. L'analyse par province indique en particulier que, dans la province de Liège, les votes en faveur du PSC, du PSB et du PC augmenteraient tandis que diminueraient les votes en faveur du RW. C'est la province où sont élus MM. Perin et Gol. Par contre, dans l'autre province où un glissement significatif est perçu, celle de Namur, les votes en faveur du PSB diminueraient tandis qu'augmenteraient les votes en faveur du PC et du RW.

Ces indications tendent à prouver, en fin de compte, que le RW a enregistré la plus grande partie de ses pertes électorales dès son entrée au gouvernement et avant le changement de stratégie imprimé par M. Gendebien. Cette observation est corroborée par le fait que les

(3) Groupe Interuniversitaire de Recherche en Sociologie Electorale (GIRSEL) ; Enquête de sociologie électorale dans les futures communes wallonnes de plus de 18.000 habitants ; Rapport global ; Monographie, pp. 59 à 63.

abonnements à la revue du RW, « Forces Wallonnes », ont fortement diminué dès les premiers mois de la participation gouvernementale. On ne peut donc retenir l'hypothèse selon laquelle ces pertes seraient surtout dues au « virage à gauche » et à la politique de durcissement menée par M. Gendebien. Au contraire, la politique de M. Perin (entrée au gouvernement, alliance vers le PSC et le PLP, compromis sur la régionalisation) semble avoir entraîné d'emblée un glissement significatif de l'électorat RW, essentiellement vers le PSB. On peut dès lors penser que le « virage à gauche » intervenu plus tard a plutôt favorisé le retour d'une partie de cet électorat au RW ou a au moins permis au parti de limiter ses pertes. Il s'agit bien entendu d'indications, d'autres facteurs comme la crise économique, la perception par l'opinion des péripéties du RW ou l'effort de restructuration accompli par d'autres partis ayant pu influencer ces déplacements au sein du corps électoral.

*
**

Pour conclure, on peut rappeler que le RW s'est rapidement trouvé isolé après son entrée au gouvernement. Cet isolement et l'absence de structures de direction opérationnelles au sein du parti ont provoqué des tensions internes qui ont progressivement amené des stratégies contradictoires, une scission et la recherche d'autres alliances. Le RW s'est alors rapproché du PSB et du FDF, servant de trait d'union entre eux. Cette mutation a modifié les rapports de force sur l'échiquier politique. Le rapprochement de ces trois partis a notamment rendu possible la conjoncture d'où sont sortis le gouvernement Tindemans II, le pacte communautaire et le projet de fédéralisation de la Belgique.

Le double défi qui était lancé au parti wallon et à la coalition qui l'accueillait en 1974 a donc engendré une dynamique dont les premiers effets apparaissent assez clairement. Il sera intéressant d'observer si cette évolution se poursuit et provoque éventuellement des rapprochements ou des regroupements politiques durables. Dans l'immédiat, elle pourrait influencer encore la constitution des majorités politiques qui se formeront au niveau des régions wallonne et bruxelloise et au niveau de la communauté française du pays.

Cette expérience de participation au gouvernement d'un parti dit « contestataire » est en tout cas riche d'enseignements. Elle mériterait d'être étudiée dans un cadre plus large que celui du présent article qui n'avait d'autre objet que de rappeler et agencer quelques faits significatifs, sans prétendre à l'analyse politique.

Summary : The Rassemblement Wallon in the government - a challenge to the government or to the party ?

The participation of the Rassemblement Wallon (Walloon Gathering) in the Belgian government, from June 1974 to March 1977, pointed to great incoherence. Behind the many incidents characterizing this experience, a major change seems to have taken place within this party as well as in Belgian politics. Isolated in the government coalition, the RW was subject to growing internal tensions, which resulted in the outline of contradictory strategies. The failure of its openings towards the right caused a rift in the party, thus necessitating alternate alliances with « the left », through a rapprochement towards the PSB (Belgian Socialist Party) and the FDF (Front of the French-speaking). This evolution highly contributed to the signing of an agreement between the three regions and to the onset of Belgium towards federalism.

